



ÉVITER LES CRISES ALIMENTAIRES MONDIALES

FAO DOMAINE PRIORITAIRE



Pour que les efforts de lutte contre la faim soient durables, il est nécessaire de prévoir à la fois des dispositifs de protection sociale qui fournissent des secours immédiats et des investissements à long terme qui augmenteront la production agricole et les revenus potentiels. Cette approche à deux volets, lancée par la FAO en 2003, fait désormais partie du Cadre global d'action (CGA) sur la faim, adopté par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire en réaction à la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-2008. Elle offre les moyens d'amortir le choc immédiat causé par la hausse des prix alimentaires et d'adopter des mesures à long terme pour une sécurité alimentaire durable.

La FAO apporte son expertise aux deux volets de cette approche, en se concentrant plus particulièrement sur les étapes qui éviteront l'instabilité des prix. Cela consiste à agir avec les gouvernements pour les aider à augmenter leur production agricole et simultanément à mettre au point des systèmes de marché qui fournissent des informations rapides et transparentes, permettant des réactions promptes qui calmeront la nervosité des marchés.

Coopération Sud-Sud: les pays en développement se soutiennent mutuellement

La coopération Sud-Sud a été introduite par la FAO dans les années 90. Elle visait à mettre en place des services d'assistance technique entre les pays en développement qui faciliteraient les échanges de connaissances et d'expériences et leur permettraient de s'aider mutuellement à renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Cela permet également aux économies émergentes qui étaient traditionnellement les bénéficiaires de l'aide de rendre en nature, à d'autres pays qui font face à des problèmes semblables, les connaissances et les compétences qu'ils ont acquises.

Ces activités s'intègrent aux efforts de la FAO consistant à aider les pays à élaborer des programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, dans le cadre desquels chaque pays définit ses propres besoins et objectifs qui seront ensuite présentés aux partenaires fournisseurs de ressources afin qu'ils leur accordent leur aide. En décembre 2011, la FAO a cosigné des accords entre la République démocratique de Chine et les Républiques du Libéria et du Sénégal. La Chine a promis d'accorder à ces deux pays une aide technique et financière qui les aiderait à mettre en œuvre leurs programmes nationaux pour la sécurité alimentaire. À ce jour, 51 accords Sud-Sud ont été signés et plus de 1 600 experts et techniciens originaires des pays en développement ont été déployés pour soutenir les initiatives d'autres pays en matière de sécurité alimentaire.

LES INFORMATIONS DE LA FAO SUR LES MARCHÉS ONT ANTICIPÉ LA CRISE ALIMENTAIRE

La FAO qui fut une des premières organisations à reconnaître la crise alimentaire imminente de 2007, lança une «Initiative sur la flambée des prix alimentaires», plusieurs mois avant que d'autres organismes réagissent à la situation. La FAO a dirigé des missions d'évaluation interinstitutionnelles dans 58 pays, afin d'identifier les actions immédiates et catalyser les réponses des gouvernements et le soutien international – en sensibilisant le public à la crise et en identifiant les ressources qui aidèrent certains des pays les plus pauvres à éviter des catastrophes bien pires. Dans la foulée de cette crise qui dura de 2007 à 2008, au cours de laquelle la hausse des prix fut parfois de 50 pour cent, le *Rapport sur le développement mondial* de la Banque mondiale demanda de placer l'agriculture au centre du programme de développement, en faisant remarquer que la croissance agricole a deux à quatre fois plus de chances de réduire la pauvreté rurale que la croissance dans d'autres secteurs économiques. Durant les décennies précédentes, le pourcentage d'assistance à l'agriculture était passé de 19 pour cent en 1980 à trois pour cent en 2006. Il est aujourd'hui de cinq pour cent.

EXEMPLES D'IMPACT

PROGRAMMES NATIONAUX POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AVEC LA COOPÉRATION SUD-SUD

La FAO aide 20 pays à mettre en œuvre les programmes nationaux pour la sécurité alimentaire et 39 autres pays en sont à différents stades de formulation. Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de promotion de la coopération Sud-Sud en tant que véhicule rentable de transfert des connaissances, quatre programmes régionaux pour la sécurité alimentaire sont en activité tandis que 13 autres sont en cours de préparation.

MEXIQUE

Le Mexique dont l'économie est la douzième en importance dans le monde, n'est pas considéré comme une priorité de la coopération pour le développement, cependant 40 pour cent de sa population est pauvre et près de 20 pour cent est extrêmement pauvre, vivant avec moins de 1 dollar E.-U. par jour.

PROCESSUS: Avec le soutien de la FAO, le Programme national du Mexique pour la sécurité alimentaire (PESA) qui a commencé par des petites interventions pilotes en 2002 est devenu la principale stratégie du Ministère de l'agriculture, en augmentant la disponibilité et l'accès à la nourriture et aux services d'appui dans les régions les plus marginalisées du pays.

IMPACT: PESA a aidé 200 000 familles dans 18 états à éviter la famine et a mobilisé 650 millions de dollars E.-U. d'investissements agricoles destinés à améliorer le



©FAO/J. Koelen

style de vie et le régime alimentaire de beaucoup d'autres personnes. La FAO a travaillé avec le PESA pour introduire des fours de cuisine améliorés, des réservoirs d'eau, des conteneurs à céréales et des serres. Un grand nombre de solutions du PESA furent présentées par les bénéficiaires du projet.

BANGLADESH

Bien que le Bangladesh ait triplé sa production de riz depuis son indépendance en 1971, il doit avoir recours à de nouvelles stratégies et technologies pour relever le défi consistant à nourrir une population dense et en croissance rapide dans un contexte où les ressources en eau et en terres se raréfient et qui subit les pressions du changement climatique.

PROCESSUS: La FAO a introduit des écoles pratiques de climatologie au Bangladesh, et a aidé le pays à formuler un Plan national d'investissements (CIP) destiné à coordonner et à mobiliser des ressources pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle a également inclus un plan pour le développement du sud du delta. La FAO a joué un rôle majeur dans le renforcement des capacités des Ministères de l'alimentation et de la gestion des catastrophes par le biais de son Programme national de renforcement des capacités de la politique alimentaire.

IMPACT: Le CIP, qui fait maintenant partie intégrante du Plan sexennal du Bangladesh, a permis de dégager des ressources supplémentaires accordées par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAF SP), par l'Agence danoise de développement international (DANIDA) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

